

Bilan 2012, regard sur 2013

Volume 6, numéro 1, février 2013

Résumé analytique

En 2012, le déficit de la balance commerciale s'est contracté pour la première fois depuis la récession de 2008-09. Sous cet équilibre bienvenu se cache un important ralentissement des échanges qui stagnent après avoir connu une forte reprise de 2009 à 2011. Ils souffrent visiblement du marasme économique occidental. L'étude détaillée du commerce extérieur des États-Unis nous révèle cependant des tendances de fond surprenantes. Le déficit commercial des marchandises avec l'Asie, Chine en tête, se creuse. Il est cependant largement compensé par la croissance des exportations de services et les revenus de placements. Autre fait marquant, la dépendance énergétique vis-à-vis de l'étranger décroît rapidement à mesure que de nouvelles réserves d'hydrocarbures sont exploitées et que l'industrie des énergies vertes se développe.

L'agenda de la politique commerciale sera chargé en 2013. Nous en présentons ici quelques éléments. Au niveau des négociations commerciales, l'Accord stratégique transpacifique de partenariat économique (TPP) continuera de retenir notre attention. Les États-Unis entameront aussi en 2013 deux nouvelles négociations majeures. Une première en vue de conclure un accord de libre-échange avec l'Union européenne, une seconde avec 46 pays pour libéraliser encore davantage le commerce des services. Tôt ou tard, l'administration Obama devra se résoudre à demander au Congrès le mandat de négocier si elle souhaite voir ces négociations aboutir et la procédure de ratification accélérée s'appliquer aux nouveaux ces accords.

Contenu

Bilan 2012.....	2
Regard sur la politique commerciale en 2013 :.....	13
Revue de l'actualité	18

Bilan 2012

Pour la première fois depuis la récession de 2008-09, le déficit de la balance commerciale américaine s'est légèrement contracté en 2012 (- 540 milliards de \$). Cela représente une contraction de 4,3 % par rapport à 2011 (- 564,5 milliards de \$). Le solde du commerce des marchandises est resté stable en 2012 (- 735 milliards de \$). La contraction du déficit commercial s'explique par la croissance du surplus enregistré au niveau du commerce des services (195 milliards de \$), en hausse de 9,4 % par rapport à 2011 (178,5 milliards de \$). Le déficit commercial s'élève à 3,4 % du PIB en 2012, un pourcentage relativement stable depuis la crise (3,6 % en 2011, 3,3 % en 2010).

L'évolution du commerce de marchandises et services entre 2011 et 2012 (en milliards de \$ ÉU)			
	Exportations	Importations	Solde
Marchandises et services			
2011	2 102,8	2 667,4	-564,5
2012	2 195,9	2 736,3	-540,4
variation	4,4%	2,6%	-4,3%
Marchandises			
2011	1 497,4	2 235,8	-738,4
2012	1 563,6	2 299,3	-735,7
variation	4,4%	2,8%	-0,4%
Services			
2011	605,0	427,4	178,5
2012	632,3	437,0	195,3
variation	4,4%	2,2%	9,4%

Source : US Census Bureau

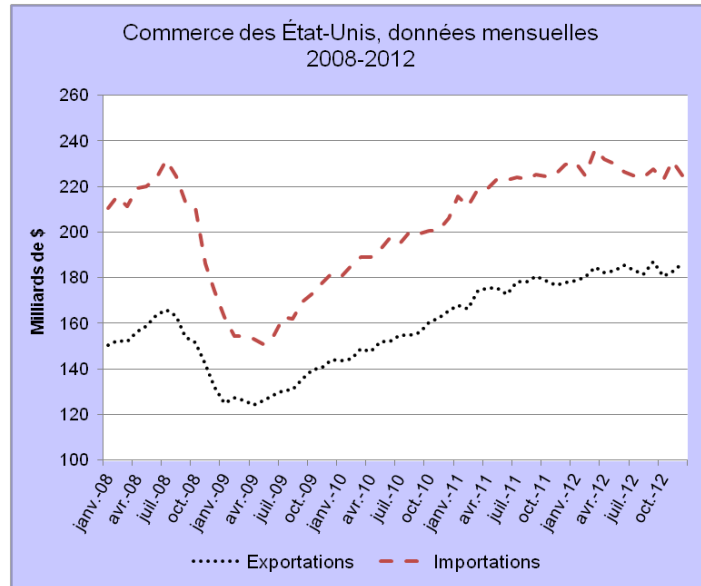
Stagnation du commerce et de la croissance

Les États-Unis exportent bien davantage qu'avant la crise. La valeur des exportations mensuelles de marchandises et de services a atteint un nouveau sommet en décembre 2012, s'élevant à 186,3 milliards de \$. Le dernier sommet historique avait été atteint en juillet 2008 (165,9 milliards de \$). Si la valeur mensuelle des importations a elle aussi atteint en mars 2012 un niveau historique (236,4 milliards de \$), en moyenne au cours de l'année, elle s'est maintenue sous sa valeur plafond de juillet 2008 (231,6 milliards de \$).

En janvier 2010, le Président Obama s'était donné comme objectif de doubler les exportations en 5 ans.¹ La faible croissance des exportations en 2012 (4,4 %) n'est pas suffisante pour maintenir le rythme vers cet objectif. Les importations et les exportations ont, certes, bénéficié du

¹ Pour plus de détails sur l'Initiative nationale pour les exportations (INE), consulter la Chronique commerciale américaine du 9 février 2010, en ligne: http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=5517; le site de l'International Trade Administration, en ligne: <http://trade.gov/nei/>; ainsi que White House, « National Export Initiative », Executive Order 13534, 11 mars 2010, en ligne: <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/executive-order-national-export-initiative>

dynamisme de la reprise économique pour prendre un fort rythme de croissance de l'été 2009 jusqu'à l'été 2011. Durant les 18 mois entre janvier 2010 et juin 2011, les importations ont crû de 23,3 % et les exportations de 21 %. On remarque cependant une nette décélération de la croissance du commerce au cours des 18 derniers mois. De juillet 2011 à décembre 2012, les importations ont crû de seulement 1 % et les exportations de 4,5 %.



Source : US Census Bureau

La conjoncture économique internationale explique en partie ce ralentissement. La variation du PIB a été nulle, voire négative dans plusieurs pays d'Europe et au Japon en 2012. Le Fonds monétaire international a beau faire preuve d'optimisme quant à la reprise, il n'en demeure pas moins que la crise en Europe conjuguée à l'austérité budgétaire dans la plupart des économies avancées a lourdement miné la croissance réelle en 2012 et pèsera sur celle de 2013. Le FMI prévoit pour 2013 une croissance du PIB de 1,4 % dans les pays industrialisés (2 % aux États-Unis ; 1,8 % au Canada ; - 0,2 % en Europe ; 1,2 % au Japon) et d'environ 5,5 % dans les pays en développement.

Importations : Faits marquants

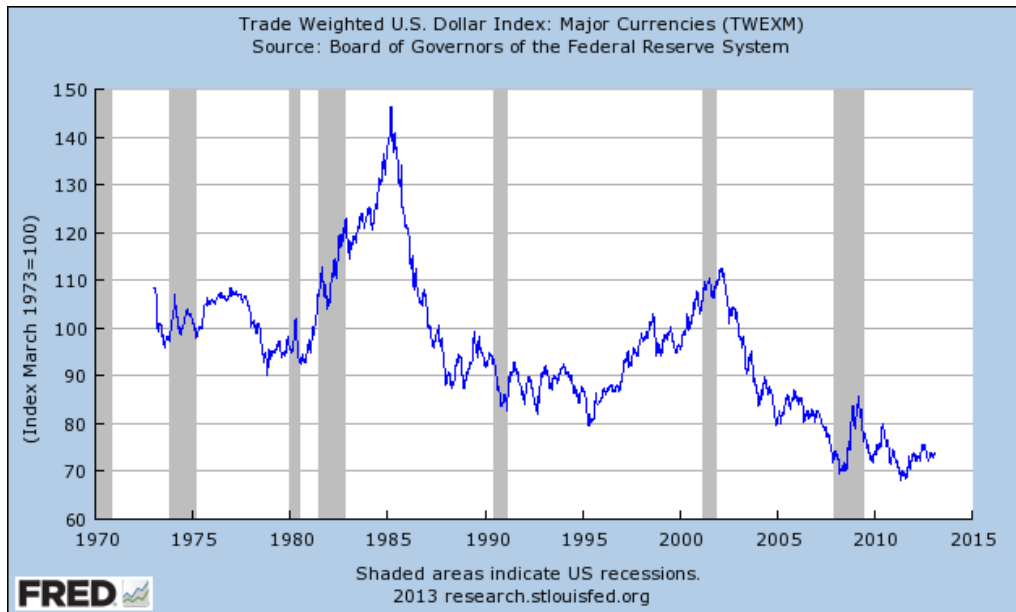
La faiblesse de la croissance américaine et les bouleversements dans l'industrie de l'énergie ont pesé sur les importations en 2012. Remarquons cependant que le déficit commercial avec la région asiatique continue de se creuser.

Une faible croissance

Avec une croissance moyenne de 2,2 % pour l'année 2012 et un recul annualisé de l'activité économique de - 0,1 % au dernier trimestre de l'année, il n'est pas étonnant que les importations stagnent. Certains facteurs pourraient cependant stimuler la croissance économique en 2013 ce qui aurait pour effet d'accroître les importations. Par exemple, le marché de l'habitation continue de se purger de ses excès d'avant-crise et les constructions de nouvelles habitations reprennent. Aussi l'administration Obama a su marginaliser l'aile dure des conservateurs fis-

caux dans le camp républicain et manœuvrer, au moins temporairement, pour éviter la crise budgétaire qui se profilait à la fin de 2012. Le maintien des politiques monétaires ultra accommodantes de la Fed devrait continuer à stimuler l'économie. Cependant, d'autres facteurs comme le niveau historiquement faible du dollar par exemple, pourraient favoriser les exportations américaines au détriment des importations.

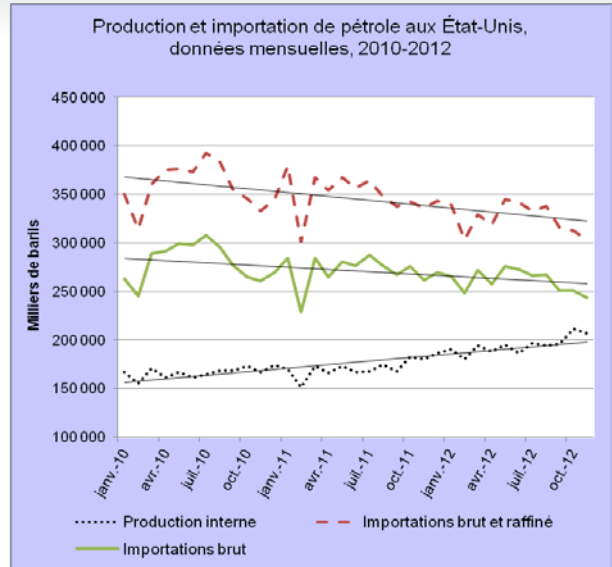
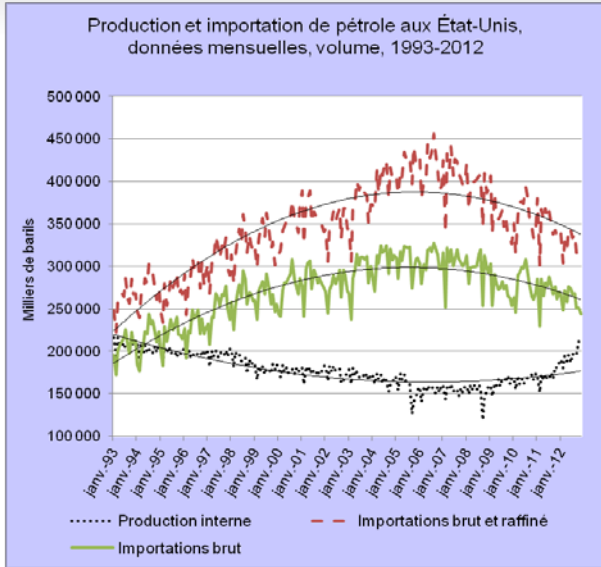
Valeur du dollar US vs panier des principales devises
1973 = 100



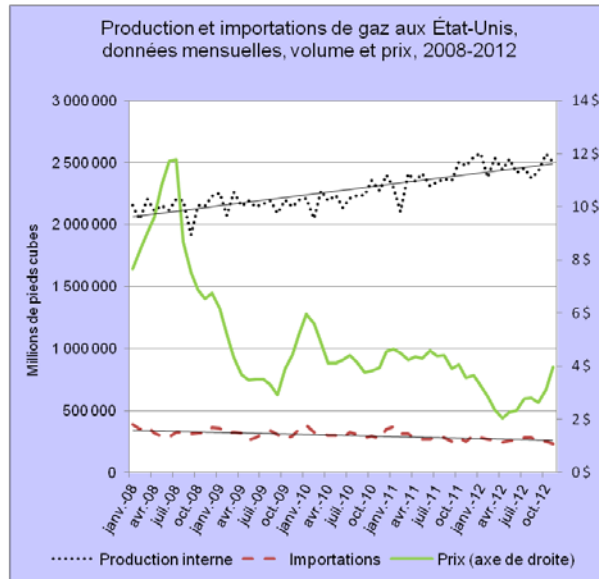
Source : Federal Reserve Economic Data

Nouvelles tendances dans le secteur de l'énergie

Une part importante (43 %) du déficit commercial des marchandises total (- 735,7 milliards de \$) est attribuable en 2012 aux importations de pétrole et de gaz naturel. L'étude de la valeur des importations d'hydrocarbures est cependant trompeuse et occulte l'importante transformation de ce secteur aux États-Unis. Avec une valeur moyenne de 100 \$ le baril au cours des deux dernières années, les prix du pétrole n'auront jamais été aussi élevés. Cela explique la part importante qu'occupent encore ces importations dans le déficit commercial. Cependant, la croissance de la production d'hydrocarbures aux États-Unis est en train de renverser les courbes de la demande pour le pétrole étranger. Les données en volume marquent un net recul des importations. Les méthodes d'extraction alternatives qui permettent l'accès aux réserves de schiste sont en bonne partie responsables de cette croissance de la production locale. Les nouvelles normes environnementales imposées aux fabricants de véhicules tendent à réduire la consommation d'essence. De surcroît, la forte croissance de la production de gaz naturel à des prix bas et stables réduit la consommation de pétrole.



Sources : US Energy Information Administration et US Census Bureau



Source : US Energy Information Administration

Part du déficit commercial de marchandises attribuable aux importations de pétrole et de gaz				
	Déficit marchandises (en milliards de \$)	Déficit pétrole et gaz (en milliards de \$)	Part (%)	Prix moyen baril pétrole
2012	735,7	315,9	42,9	101,16 \$
2011	738,4	341,2	46,2	99,82 \$
2010	645,1	270,7	42,0	74,67 \$
2009	505,8	206,2	40,8	56,93 \$
2008	830,1	384,2	46,3	95,22 \$
2007	818,9	315,9	38,6	64,28 \$
2006	835,7	276,0	33,0	58,01 \$
2005	780,7	217,9	27,9	46,81 \$
2004	663,5	159,8	24,1	34,48 \$
2003	540,4	120,4	22,3	26,98 \$

Sources : US Energy Information Administration et US Census Bureau

Les échanges avec l'Asie

L'Asie est la région du monde avec laquelle le commerce américain est le plus déséquilibré. La presque totalité du déficit de la balance courante s'y concentre. Si les États-Unis ont un déficit au niveau du commerce de marchandises avec toutes les grandes régions à l'exception de l'Amérique latine, il est soit négligeable, soit partiellement compensé par le surplus généré par le commerce des services et les revenus de placements. Avec l'Asie, même la balance des revenus de placement est négative. L'immense déficit commercial américain avec la Chine a permis à cette dernière d'accumuler d'importantes réserves de change qui sont partiellement réinvesties dans l'économie américaine sous forme d'achats de titres de dette fédérale, mais aussi de plus en plus sous forme d'investissements directs et de placements.

En février 2013, le total des titres de la dette fédérale américaine détenue par des investisseurs et des gouvernements internationaux s'élève à 5 455 milliards de \$. La Chine est le premier détenteur international de titres de la dette fédérale (1 200 milliards de \$). Le Japon est deuxième (1 100 milliards de \$). La détention de ces actifs accroît l'interdépendance entre les deux géants asiatiques et les États-Unis. La valeur des réserves de changes (toutes devises confondues) de la Chine s'élève à plus de 3 200 milliards de \$. Grâce à ces réserves, Pékin manipule son taux de change de manière à stimuler les exportations chinoises.

En 2012, le déficit du commerce des marchandises avec l'Asie s'est élevé à 462,2 milliards de \$, ce qui représente 62,6 % du déficit total des marchandises (- 735,7 milliards de \$). Il a crû de 11,1 % par rapport à 2011 (416 milliards de \$) et de 20,7 % par rapport à 2010 (382,9 milliards de \$). Les exportations de marchandises vers l'Asie n'ont connu qu'une faible croissance au cours des deux dernières années et les revenus de placements sont stables. La croissance des exportations de services ne peut équilibrer la forte croissance des importations de marchandises. Résultat : le déficit de la balance courante avec la région asiatique se creuse.

Balance courante totale (extraits), États-Unis, trimestrielle, 2011-2012							
(en milliards de \$)							
Année	2011				2012		
Trimestre	1er	2e	3e	4e	1er	2e	3e
Total exportations, marchandises, services et transferts	687,8	715,0	724,8	720,1	728,7	735,7	736,9
Exportations de marchandises et services	507,6	523,8	536,5	533,2	544,0	551,7	552,5
Exportations de marchandises	361,5	373,0	382,7	382,2	388,5	394,1	393,4
Exportations de services	146,0	150,8	153,8	151,0	155,5	157,6	159,1
Recettes - Revenus de placements	180	191	188	187	185	184	184
Total importations marchandises, services et transferts	-775,1	-804,3	-802,1	-806,5	-829,7	-821,0	-810,6
Importations de marchandises et services	-647,5	-670,0	-672,1	-679,5	-692,4	-689,1	-677,0
Importations de marchandises	-543,8	-563,6	-564,5	-571,4	-582,8	-579,9	-567,3
Importations de services	-103,8	-106,4	-107,6	-108,1	-109,6	-109,2	-109,7
Paiements - Revenus de placements	-128	-134	-130	-127	-137	-132	-134
Balance du compte courant	-120,0	-119,1	-108,2	-118,7	-133,6	-118,1	-107,5
Balance des marchandises et services	-140,0	-146,2	-135,6	-146,3	-148,4	-137,4	-124,5
Balance des marchandises	-182,2	-190,6	-181,8	-189,3	-194,3	-185,7	-173,9
Balance des services	42,3	44,4	46,2	43,0	45,9	48,3	49,4
Balance des revenus de placements	52,7	56,9	58,3	59,9	47,4	52,1	50,8
Transferts	-35,2	-33,8	-31,8	-32,2	-32,7	-32,7	-33,8

Source : US Department of Commerce, Bureau of Economic Analysis

Balance courante avec l'Asie (extraits), États-Unis, trimestrielle, 2011-2012							
(en milliards de \$)							
Année	2011				2012		
Trimestre	1er	2e	3e	4e	1er	2e	3e
Total exportations, marchandises, services et transferts	172,0	175,6	182,5	182,0	183,2	182,3	186,0
Exportations de marchandises et services	142,5	141,8	149,0	151,4	151,2	150,4	152,9
Exportations de marchandises	100,7	102,3	105,0	110,5	105,4	107,6	105,1
Exportations de services	41,8	39,4	44,0	40,9	45,9	42,8	47,7
Recettes - Revenus de placements	30	34	34	31	32	32	33
Total importations marchandises, services et transferts	-248,2	-262,2	-282,4	-277,6	-266,8	-281,1	-290,6
Importations de marchandises et services	-211,4	-225,6	-245,3	-243,5	-231,3	-245,3	-255,6
Importations de marchandises	-185,3	-199,3	-219,1	-215,2	-202,3	-216,3	-227,2
Importations de services	-26,2	-26,3	-26,2	-28,2	-29,0	-29,0	-28,4
Paiements - Revenus de placements	-37	-37	-37	-34	-36	-36	-35
Balance du compte courant	-96,4	-98,8	-112,9	-104,6	-93,6	-107,9	-114,4
Balance des marchandises et services	-69,0	-83,8	-96,3	-92,1	-80,1	-94,9	-102,7
Balance des marchandises	-84,6	-97,0	-114,1	-104,8	-97,0	-108,8	-122,0
Balance des services	15,6	13,2	17,8	12,6	16,9	13,8	19,4
Balance des revenus de placements	-7,3	-2,7	-3,6	-3,5	-3,6	-3,9	-1,9
Transferts	-12,9	-9,5	-9,5	-9,0	-10,0	-9,1	-9,7

Source : US Department of Commerce, Bureau of Economic Analysis

Exportations : Faits marquants

La valeur des exportations de marchandises (1563,6 milliards de \$) tout comme celle des exportations de services (632,3 milliards de \$), a connu une faible hausse de 4,4 % en 2012. Les États-Unis sont le deuxième plus grand exportateur marchandises (environ 8 % du total mondial) derrière la Chine. Parmi les plus importants partenaires commerciaux des États-Unis, les marchés où les exportations de marchandises ont connu les plus fortes hausses en 2012 sont le Mexique (9,1 %), le Japon (6,6 %) et la Chine (6,4 %). Sans surprises, les exportations vers les marchés européens se sont légèrement contractées.

Exportations de marchandises en 2012 10 principaux marchés (en milliards de \$)	
Canada	291,8
Mexique	216,3
Chine	110,6
Japon	70,0
Grande-Bretagne	54,8
Allemagne	48,8
Brésil	43,7
Corée du Sud	42,3
Pays-Bas	40,7
Hong-Kong	37,5

Source : International Trade Administration

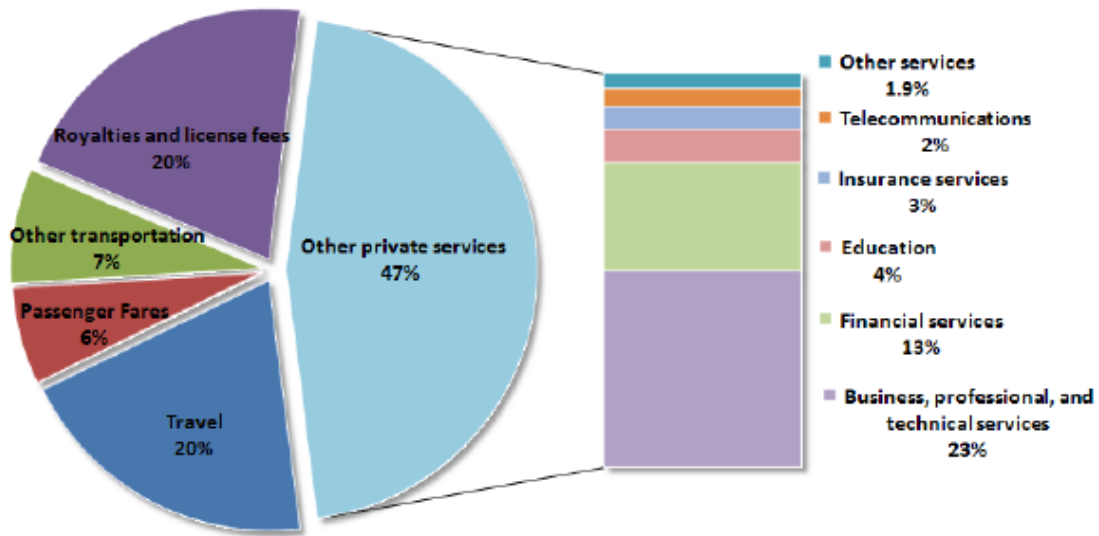
La vigueur du commerce des services

Les États-Unis sont de loin le plus grand exportateur de services (environ 14 % du total mondial). En 2012, les exportations de services ont totalisé 632,3 milliards de \$ et les importations 437 milliards de \$, ce qui a permis de dégager un important surplus de 195,3 milliards de \$. La forte croissance des exportations enregistrée dans ce secteur au cours des dernières années (8 % en 2010, 9,5 % en 2011, 4,4 % en 2012) est due en grande partie à la compétitivité des entreprises américaines. Preuve en est que la majorité des exportations de services se font vers des économies développées qui ne connaissent pas une forte croissance. De surcroît, ce secteur est très diversifié. Le transport et le voyage occupent une part importante du secteur (33 %), suivie d'industries comme les services professionnels et techniques (23 %) et les services financiers (13 %). 20 % des revenus du secteur des services sont générés par les redevances sur les droits de propriété intellectuelle. Il n'est pas étonnant dans ce contexte que l'administration Obama cherche à libéraliser davantage le commerce des services et à imposer un cadre légal international strict sur les DPI.

Exportations de services en 2011 10 principaux marchés (en milliards de \$)	
Canada	56,1
Grande-Bretagne	52,7
Japon	44,4
Irlande	28,3
Chine	26,7
Allemagne	25,5
Mexique	25,2
Suisse	23,4
Brésil	21,7
France	17,8

Source : US Census Bureau

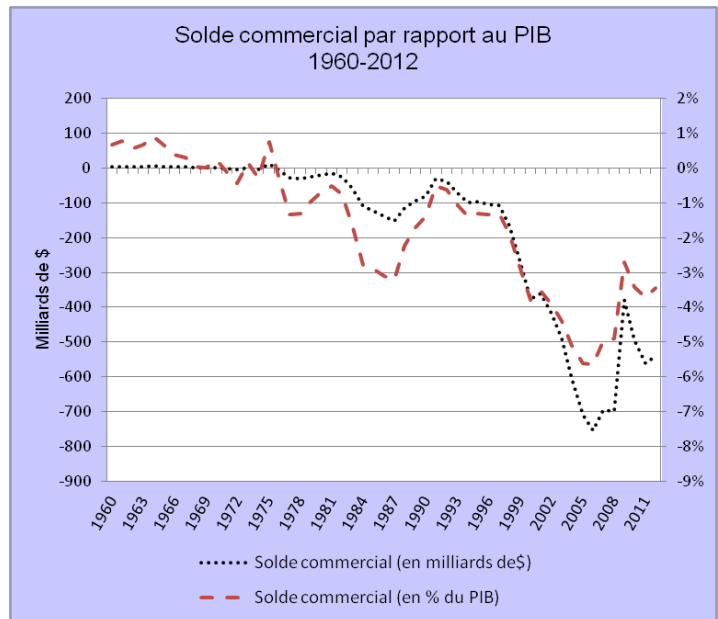
Exportations de services par secteurs d'activité, 2011



Source : ITA, « International Export Factsheet », décembre 2012, en ligne : <http://trade.gov/press/press-releases/2012/export-factsheet-december2012-121112.pdf>

Perspectives historiques sur le commerce

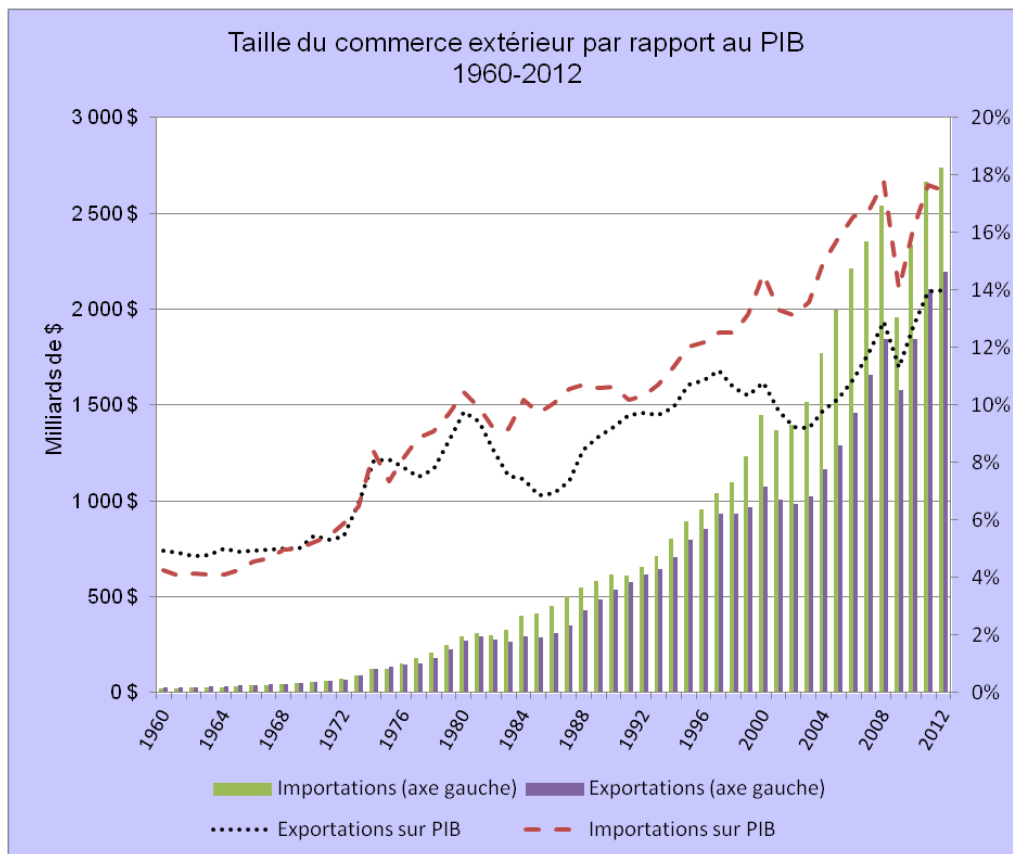
Les États-Unis entretiennent un déficit commercial structurel depuis 1976. Bien qu'il se soit élevé à 540,4 milliards de \$ en 2012, il n'est pas aussi imposant qu'il y paraît. Historiquement, à 3,4 % du PIB, il est de retour à son niveau de la fin des années 1990, un niveau beaucoup plus soutenable que les déficits très importants qui ont caractérisé les années précédant la crise. Au milieu des années 2000, le déficit commercial s'élevait à 5,7 % du PIB. L'administration Obama semble au moins partiellement relever le défi qu'elle s'était donné de dynamiser les exportations et d'avoir une balance commerciale plus équilibrée.



Source : US Census Bureau

Le déficit commercial correspond à une demande excédentaire (ou un taux d'épargne insuffisant) de la part des résidents, mais au prix d'un endettement extérieur qui rend l'économie vulnérable aux chocs et aux mouvements spéculatifs sur sa devise ou ses titres de dette. Les États-Unis sont cependant partiellement à l'abri de ces phénomènes, à la fois parce que leur monnaie sert de monnaie de réserve internationale et parce qu'aucun autre marché dans le monde des titres n'a la profondeur suffisante pour assurer la gestion des trésoreries. Cela dit, moins le déficit commercial est important, moins la détention de titres de dette par les étrangers pose problème.

Les déficits commerciaux sont en rapport direct avec la mondialisation et l'ouverture grandissante de l'économie américaine. La valeur des exportations, qui s'élève à 14 % du PIB en 2012, représente un niveau historique. Les importations, dont la valeur s'élève à 18 % du PIB, sont de retour à leur sommet de 2008.



Source : US Census Bureau

La balance courante

La balance courante des États-Unis s'est grandement détériorée au cours des vingt dernières années. Ce constat général occulte cependant une tendance de fond : La balance commerciale est devenue lourdement déficitaire, mais elle est compensée par la croissance des revenus tirés du commerce des services et des placements à l'étranger. De plus, le déficit de la balance courante, bien qu'il reste toujours important, apparaît beaucoup plus soutenable aujourd'hui que dans les années qui ont précédé la crise de 2007-08.²

Les États-Unis avaient presque retrouvé l'équilibre de la balance courante au début des années 1990. L'accélération de l'ouverture des marchés durant la décennie 1990 conjuguée à la forte croissance de l'économie a rapidement fait croître le déficit du compte du commerce des marchandises. Les surplus des comptes des services et par des revenus de placements sont restés relativement stables durant cette période. Le déficit du compte du commerce des marchandises a plus que doublé durant la première moitié des années 2000 pour plafonner en 2006 (- 835,7 milliards de \$). La croissance progressive des surplus du compte des services et des revenus de placements a fort heureusement limité l'impact du déficit des marchandises sur la balance courante. Les données de la balance des paiements pour 2012 ne sont pas encore totalement compilées, mais tout indique que le déficit courant en pourcentage du PIB se maintiendra autour de - 3 %, ce qui de l'avis des experts ne présente pas un grand risque macroéconomique. Ce rapport était de - 3,1 % en 2011 et de - 3,0 % en 2010. On est loin du creux de - 6,0 % atteint en 2006.

L'excédent de la balance des services s'élève à 195,3 milliards de \$ pour l'année 2012 et comparativement à 178,4 milliards de \$ en 2011. Relativement stable des années 1990 aux années 2000, il a connu une forte croissance à partir de 2005. Les firmes américaines sont des leaders mondiaux dans un ensemble de secteurs des services comme le transport, les technologies de communication et la finance.

Le solde des revenus de placements a été largement excédentaire en 2011 pour atteindre 227 milliards de \$. Cela n'a pas toujours été le cas. La croissance des investissements étrangers américains a été importante durant les années 1990. Cependant, c'est au cours des années 2000 qu'ils ont connu leur plus grand essor. En 2011, la valeur de tous les investissements américains à l'étranger s'élevait à 20 606,4 milliards de \$. Les positions d'investissements directs américains à l'étranger ont triplé de 2002 à 2011 pour atteindre 4 155,6 milliards de \$. Malgré un important déficit de la position nette des investissements (- 4 195,3 milliards de \$) en 2011, le solde des revenus de placements est excédentaire et en très forte croissance.

La valeur des transferts de fonds privés est quatre fois plus élevée qu'il y a vingt ans. Composé essentiellement d'envoi d'argent des travailleurs migrants à leur famille dans leurs pays d'origine, le solde de ces transferts s'est élevé à -133,1 milliards de \$ en 2011.

² Voir les données du tableau à la page suivante.

Balance du compte courant, 1992-2011					
(en milliards de \$)					
	Balance marchandises	Balance services	Balance revenus de placements	Transferts	Balance compte courant
1992	-96,9	57,7	24,2	-36,6	-51,6
1993	-132,5	62,1	25,3	-39,8	-84,8
1994	-165,8	67,3	17,1	-40,3	-121,6
1995	-174,2	77,8	20,9	-38,1	-113,6
1996	-191,0	86,9	22,3	-43,0	-124,8
1997	-198,4	90,2	12,6	-45,1	-140,7
1998	-248,2	82,1	4,3	-53,2	-215,1
1999	-336,2	73,0	11,9	-50,4	-301,7
2000	-445,8	69,0	19,2	-58,8	-416,3
2001	-421,3	59,5	29,7	-64,6	-396,6
2002	-474,5	57,1	25,2	-65,0	-457,2
2003	-540,4	49,4	43,7	-71,8	-519,1
2004	-663,5	58,2	65,1	-88,2	-628,5
2005	-780,7	72,1	68,6	-105,7	-745,8
2006	-835,7	82,4	44,2	-91,5	-800,6
2007	-818,9	122,2	101,5	-115,1	-710,3
2008	-830,1	131,8	147,1	-125,9	-677,1
2009	-505,8	126,6	119,7	-122,5	-381,9
2010	-645,1	150,4	183,9	-131,1	-442,0
2011	-738,4	178,5	227,0	-133,1	-465,9

Source : US Department of Commerce, Bureau of Economic Analysis

Sources : Recherches CEIM. Pour une analyse détaillée de la balance commerciale américaine, consulter la note de recherche de Chrisitan Deblock, *Le casse-tête de la balance commerciale des États-Unis*, CEIM, septembre 2011, en ligne : http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=6868. Pour plus d'informations, plusieurs analyses sur le commerce sont produites par le Congressional Research Service. Voir entre autres : Brock R. Williams et J. Michael Donnelly, « U.S. International Trade : Trends and Forecasts », *Congressional Research Service*, RL33577, 19 octobre 2012 ; James K. Jackson, « Financing the U.S. Trade Deficit », *Congressional Research Service*, RL33274, 16 novembre 2012 ; James K. Jackson, « Foreign Direct Investment in the United States: An Economic Analysis », *Congressional Research Service*, RS21857, 26 octobre 2012 ; James K. Jackson, « U.S. Direct Investment Abroad: Trends and Current Issues », *Congressional Research Service*, RS21118, 26 octobre 2012.

Regard sur la politique commerciale en 2013 :

La liste des dossiers à suivre en 2013 est longue. Voici quelques-uns des principaux éléments :

Principales négociations commerciales :

- Accord stratégique transpacifique de partenariat économique (TPP)
- Partenariat transatlantique sur le commerce et l'investissement avec l'Union européenne
- Accord plurilatéral sur le commerce des services

Principaux éléments de la politique commerciale :

- Renouvellement de l'autorité de négociateur
- Relation bilatérale avec la Chine
- Renouvellement des programmes préférentiels
- Politique énergétique

Principales négociations commerciales

« Afin d'accroître nos exportations, d'encourager la création d'emplois et d'assurer des conditions de concurrence loyale dans les marchés en pleine expansion d'Asie, nous avons l'intention de compléter les négociations du Partenariat Transpacifique. Et ce soir, j'annonce que nous entamerons des négociations afin de conclure un Partenariat transatlantique sur le commerce et l'investissement (*Transatlantic Trade and Investment Partnership*) avec l'Union européenne, parce des millions d'emplois bien rémunérés dépendent d'une relation commerciale transatlantique libre d'entraves et équitable. »

- Barack Obama, discours sur l'état de l'Union, 12 février 2013.

Accord stratégique transpacifique de partenariat économique (TPP)

Les négociations de l'accord stratégique transpacifique de partenariat économique (TPP) continueront d'être à l'avant-plan de la politique commerciale en 2013. Les participants ont déclaré leur intention de conclure les négociations en octobre 2013, mais il serait étonnant qu'ils y parviennent. L'objectif de l'administration est davantage de faire avancer les négociations de façon substantielle sur certains enjeux litigieux comme l'agriculture, les textiles, la protection des droits de propriété intellectuelle, les droits du travail et de l'environnement ainsi que les règles encadrant les sociétés d'État et les marchés publics. La 16^e phase de négociation aura lieu du 4 au 13 mars à Singapour.

Le TPP est un accord de commerce plurilatéral négocié par onze pays : l'Australie, le Sultanat de Brunei, le Chili, les États-Unis, la Malaisie, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour et le Vietnam. Le Canada et le Mexique se sont ajoutés à cette liste à l'été 2012. Le but des pays qui y prennent part est de conclure un ALE qui permette de jeter les bases d'une éventuelle zone de

libre-échange couvrant le commerce et les investissements en Asie-Pacifique. Le TPP se distingue des autres ALE régionaux asiatiques non seulement par son étendue géographique, puisqu'il fait le pont avec l'Amérique, mais surtout par sa profondeur, l'accord couvrant un large éventail de secteurs et de questions liées au commerce.³

Partenariat transatlantique sur le commerce et l'investissement avec l'Union européenne

Dans son discours sur l'état de l'Union, le Président Obama a confirmé que les États-Unis iraient de l'avant dans la négociation d'un accord de commerce transatlantique. Les démarches en ce sens ont été entamées en novembre 2011 alors que le Conseil économique transatlantique (TEC) avait été chargé d'étudier la question.⁴ Un rapport préliminaire présenté en juin 2012 recommandait d'entamer des négociations en vue d'en arriver à un accord de libre-échange.⁵ Le report de la décision finale, attendue en décembre dernier, avait nourri son lot de spéculations sur le projet. Les négociations sont maintenant confirmées. Il ne reste plus qu'à définir le calendrier des rencontres.

Le commerce bilatéral de marchandises et de services entre les États-Unis et l'Union européenne s'élève à environ 1 000 milliards de \$ en 2012. Bien que les tarifs sur les marchandises entre les deux partenaires soient déjà presque nuls, les États-Unis et l'Union européenne espèrent faciliter les échanges grâce à l'élimination des barrières non tarifaires et à l'harmonisation de certaines normes et pratiques.⁶

Le rapport final du groupe d'étude de haut-niveau sur la croissance et l'emploi du TEC peut être consulté à l'adresse suivante : <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/reports-and-publications/2013/final-report-us-eu-hlwg>

Accord plurilatéral sur le commerce des services

Les États-Unis ont officiellement annoncé le début de négociations plurilatérales sur un nouvel accord sur le commerce des services avec 20 autres partenaires (47 pays en tout, l'Union européenne représentant ses pays membres). Les négociations débiteront officiellement au printemps prochain et auront lieu à Genève en marge du cycle de Doha de l'OMC. L'objectif est de jeter les bases d'un accord multilatéral sur les services qui dépassent les obligations de l'accord général sur le commerce des services (AGCS). Grâce à ce nouvel accord, les États-Unis espèrent s'attaquer aux barrières non tarifaires qui limitent les échanges de services et accroître la protection des droits de propriété intellectuelle. Aucune date butoir n'a été fixée pour la fin des négociations.⁷

³ Chronique commerciale américaine, vol. 5, no 9, septembre-octobre 2012, p. 6-8, en ligne : http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=7964

⁴ Chronique commerciale américaine, vol. 4, no 23, décembre 2011, p. 6, en ligne : http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=7292

⁵ Chronique commerciale américaine, vol. 5, no 7, juillet 2012, p. 6-7, en ligne : http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=7699

⁶ Chronique commerciale américaine, vol. 5, no 10, novembre 2012, p. 5-7, en ligne : http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=8016

⁷ Accords commerciaux et diversité culturelle, vol. 8, no 1, 4 février 2013, p. 2-5, en ligne : <http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/Bulletinfevrier2013CEIM.pdf>

Les États-Unis y trouvent un intérêt évident, étant de loin le plus grand exportateur de services, avec environ 14 % du marché mondial. En 2012, les exportations de services ont totalisé 632,3 milliards de \$ et les importations 437 milliards de \$, ce qui a permis de dégager un surplus de 195,3 milliards de \$.

Principaux éléments de la politique commerciale :

Renouvellement de l'autorité de négocier

Le Président devra tôt ou tard présenter une nouvelle loi sur le commerce et demander au Congrès de renouveler le mandat de négocier et la procédure de ratification accélérée, mieux connu sous le nom de *fast track*. La dernière loi sur le commerce est arrivée à son terme le 1^{er} juillet 2007 et depuis lors, les négociateurs américains sont sans mandat officiel ni cadre de ratification. Cela s'est déjà produit dans le passé, mais pas pendant une aussi longue période de temps. Si elle souhaite conclure une négociation comme celle sur le Partenariat Transpacifique, la Présidence devra tôt ou tard s'entendre avec le Congrès : non seulement aucun pays ne voudra sérieusement s'engager sans avoir de solides assurances de la part du Congrès, mais le Président lui-même a besoin de la loi sur le commerce, à la fois pour affermir son autorité dans la négociation et être assuré que tout accord conclu bénéficie pour sa ratification du statut particulier que le Congrès accorde aux accords commerciaux depuis 1974. Reste qu'il s'agit là d'un sujet sensible et l'administration n'est pas pressée de se coltiner aux républicains mais aussi à l'aile gauche de son propre parti. En attendant, ce sont à nouveau les réformes qui mobilisent toute l'attention.

Relation bilatérale avec la Chine

La taille du commerce bilatéral de marchandises (536,2 milliards de \$) et l'important déséquilibre qui caractérise le commerce entre la Chine et les États-Unis feront en sorte que les relations avec Pékin resteront au centre des préoccupations politiques et économiques américaines. En 2012, les exportations de marchandises vers la Chine (110,6 milliards de \$) ont crû de façon importante (6,4 %), mais pas suffisamment pour compenser la forte croissance (6,6 %) des importations (425,6 milliards de \$). Résultat : le déficit de la balance des marchandises (-315,1 milliards de \$) s'est dégradé (6,6 %) par rapport à 2011.

Les États-Unis et la Chine vivent de fortes tensions commerciales. Tantôt partenaires, tantôt rivales, les deux grandes puissances ont souvent des visions divergentes sur le commerce. La Chine prône le laisser-faire à l'extérieur et applique des politiques de développement économique agressives à l'intérieur. Les États-Unis ont une approche légaliste du commerce qui contraste avec la culture chinoise, mais ils souhaitent aussi profiter des importations asiatiques bon marché. 2013 ne sera probablement pas différente des années précédentes à cet égard et chaque puissance profitera des moyens diplomatiques (Dialogue stratégique et économique sino-américain) et légaux (Organe des règlements des différends de l'OMC, mesures de correction commerciale) à sa disposition pour favoriser l'établissement de conditions des échanges les plus profitables possible pour elle. Les États-Unis continueront de condamner les politiques

industrielles illégales financées par les sociétés d'État chinoises, la faiblesse de la protection des droits de propriété intellectuelle et la manipulation du taux de change chinois.⁸

Politiques énergétiques

Le Président Obama a réitéré dans son discours d'investiture et dans son discours sur l'état de l'Union l'importance qu'il accordait à l'indépendance énergétique des États-Unis. Pour y parvenir, son administration autorisera davantage d'exploration et d'exploitation d'hydrocarbure et continuera à soutenir l'industrie des énergies renouvelables. Elle mise également sur la filière des énergies vertes dont on attend aussi qu'elles créent de nouveaux emplois et contribuent à améliorer la balance courante.

Le financement par le gouvernement du secteur des énergies vertes a été la cible de critiques après la faillite en 2011 du géant américain Solyndra qui avait contracté un emprunt de 500 millions de \$ garanti par le gouvernement fédéral. Les entreprises américaines du secteur se sont plaintes des pratiques commerciales déloyales du gouvernement chinois. En octobre et en décembre 2012, le département du Commerce a imposé des droits compensateurs importants sur les cellules photovoltaïques et les éoliennes en provenance de Chine. Cette dernière reproche d'ailleurs aux États-Unis d'exagérer les montants des droits exigés et le ministère chinois du Commerce (MOFCOM) mène aussi l'enquête sur les subventions américaines. L'exemple des politiques énergétiques est représentatif des politiques de promotion des exportations mises de l'avant par l'administration Obama.

« L'énergie solaire est de plus en plus abordable. Abaissons les coûts encore davantage. Tant que des pays comme la Chine emploient toute leur énergie au développement des énergies vertes, nous devons en faire autant. »

— Barack Obama, discours sur l'état de l'Union, 12 février 2013

Renouveau des programmes préférentiels

Le système généralisé des préférences (SGP) arrive à échéance le 31 juillet 2013 et le programme d'aide à l'ajustement au commerce (PAAC) le 31 décembre 2013. Si le passé est garant de l'avenir, le renouvellement de ces programmes devrait raviver les positions antinomiques des démocrates et républicains.

Le SGP, en place depuis le *Trade Act of 1974*, est une procédure d'exception au traitement de la nation la plus favorisée (NPF) de l'OMC. Le SGP offre un accès préférentiel au marché américain pour certains produits sélectionnés en provenance des pays en développement. Le programme n'est pas très important en soit ; les entreprises américaines ont importé des biens d'une valeur de 27 milliards de \$ É-U en 2010 et économisé 577 millions de \$ É-U en tarifs. Mais sa nature unilatérale et le fait qu'il couvre quelque 4800 produits en provenance de 131 pays, le rendent propice à l'obstruction de congressistes qui défendent des intérêts locaux.

Le PAAC est un sujet encore plus sensible. En 2011, le Président Obama a obtenu des élus républicains qu'ils ne fassent pas obstruction à son renouvellement en échange de l'adoption des

⁸ Chronique commerciale américaine, vol. 5, no 9, septembre-octobre 2012, p. 8-10, en ligne : http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=7964

accords de libre-échange avec la Corée du Sud, Panama et la Colombie, mais rien ne garantit que les congressistes républicains l'appuient cette année. Mis en place dès 1962, ce programme vient en aide aux travailleurs, localités et entreprises affectés par les délocalisations d'entreprises et l'accroissement des importations résultant de la libéralisation du commerce. Il bonifie les prestations d'aide sociale et finance la formation pour les travailleurs qui désirent réorienter leur carrière. Il a été amélioré en 2009 dans la foulée des mesures de relance dans le cadre du *Trade and Globalization Adjustment Assistance Act of 2009*. L'essentiel du programme a été renouvelé dans sa version bonifiée de 2009.⁹

Sources : Recherches CEIM ; « Trade, Climate Issues on the Horizon as Obama Begins Second Term », *Bridges Weekly*, vol. 17, no 2, 23 janvier 2013, p. 1-4 ; Mary A. Irace et J. F. Hornbeck, dir., « International Trade and Finance : Key Policy Issues for the 113th Congress », *Congressional Research Service*, 4 janvier 2012, 32 p.

⁹ Pour une analyse historique détaillée du PAAC, consulter la note de recherche de Christian Deblock, *L'aide à l'ajustement commercial : une particularité américaine*, CEIM, décembre 2008, en ligne : http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=4627

Revue de l'actualité

Doug Palmer, « U.S. trade candidate Zients faces heat on agency reform plan », *Reuters*, 8 février 2013, en ligne : <http://www.reuters.com/article/2013/02/08/us-obama-trade-zients-idUSBRE91712T20130208>

Doug Palmer, « U.S. official optimistic about progress on free trade », *Reuters*, 4 février 2013, en ligne : <http://www.reuters.com/article/2013/02/04/us-usa-trade-agenda-idUSBRE91312G20130204>

Vicki Needham, « Trade rep Kirk set to depart », *The Hill*, 22 janvier 2013, en ligne : <http://thehill.com/blogs/on-the-money/1005-trade/278577-kirk-set-to-depart-trade-job-in-late-february>

Doug Palmer, « U.S. says to negotiate services trade pact with EU, Japan, others », *Reuters*, 15 janvier 2013, en ligne : <http://www.reuters.com/article/2013/01/15/us-usa-trade-services-idUSBRE90E0T120130115>

Wu Xinbo, « Beijing's Wish List: A Wiser China Policy in President Obama's Second Term », *Brookings Northeast Asia Commentary*, no 64, décembre 2012, en ligne : <http://www.brookings.edu/research/opinions/2012/12/11-china-obama-wu>

Claude Barfield, « Crunch time for the Trans-Pacific trade pact », *AEI*, 6 décembre 2012, en ligne : <http://www.aei.org/article/economics/international-economy/crunch-time-for-the-trans-pacific-trade-pact/>

Desmond Lachman, « Gushing about America's Energy Future », *The American*, 3 décembre 2012, en ligne : <http://www.american.com/archive/2012/december/gushing-about-americas-energy-future>

Edward Alden, « The State Subsidies War: Time to Settle Our Own Disputes », *Council on Foreign Relations*, 3 décembre 2012, en ligne : <http://blogs.cfr.org/renewing-america/2012/12/03/the-state-subsidies-war-time-to-settle-our-own-disputes/>

Études économiques et commerciales :

OCDE (2013), *Lutter contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices*, Éditions OCDE, en ligne : <http://dx.doi.org/10.1787/9789264192904-fr>

Christopher Alessi, « Germany's Central Bank and the Eurozone », *Council on Foreign Relations Background*, 7 février 2013, en ligne : <http://www.cfr.org/eu/germanys-central-bank-eurozone/p29934>

Eswar Prasad, « Rebalancing and Reforms in China », *Brookings Institute*, 7 février 2013, en ligne : <http://www.brookings.edu/research/testimony/2013/02/07-rebalancing-reforms-china-prasad>

- Nicholas R. Lardy et Nicholas Borst, « A Blueprint for Rebalancing the Chinese Economy », *Peterson Institute Policy Brief 13-2*, février 2013, en ligne : <http://www.iie.com/publications/interstitial.cfm?ResearchID=2321>
- William E. Pomeranz, « Russia's Global Trade Agenda », *Wilson Center Kennan Institute*, 23 janvier 2013, en ligne : <http://www.wilsoncenter.org/article/russias-global-trade-agenda>
- Aldo Caliari, « UNCTAD's Investment Policy Framework for Sustainable Development: Potential and Issues », *Investment Treaty News*, 14 janvier 2013, en ligne : <http://www.iisd.org/itn/2013/01/14/unctads-investment-policy-framework-for-sustainable-development-potential-and-issues/>
- Kevin P. Gallagher, « The IMF's New Transfers Policy and the Trading System », *Investment Treaty News*, 14 janvier 2013, en ligne : <http://www.iisd.org/itn/2013/01/14/the-imfs-new-transfers-policy-and-the-trading-system/>
- Anthony H. Cordesman, « The Myth or Reality of US Energy Independence », *Center for Strategic and International Studies*, 3 janvier 2013, en ligne : <http://csis.org/publication/myth-or-reality-us-energy-independence/>
- Jonathan Masters, « U.S. Debt Ceiling: Costs and Consequences », *Council on Foreign Relations Backgrounders*, 2 janvier 2013, en ligne : <http://www.cfr.org/international-finance/us-debt-ceiling-costs-consequences/p24751>
- Scott Miller, « U.S. Trade Policy and Economic Growth », *Center for Strategic and International Studies*, janvier 2013, en ligne : <http://csis.org/publication/critical-questions-2013-global-challenges#j>
- Joseph E. Gagnon, « Currency Wars », *The Milken Institute Review*, janvier 2013, en ligne : http://www.milkeninstitute.org/publications/review/2013_1/46-55MR57.pdf
- David Biette and Andrew Finn, « Changing Energy: Canada and the United States », *Wilson Center Canada Institute*, janvier 2013, en ligne : <http://www.wilsoncenter.org/publication/changing-energy-canada-and-the-united-states>
- Claude Barfield, « The United States and East Asian Regionalism : Competing Paths to Integration », *International Journal of Korean Studies*, Vol. XVI, No. 2, automne hiver 2012, en ligne : http://www.aei.org/files/2013/01/08/-the-united-states-and-east-asian-regionalism-competing-paths-to-integration_145424278672.pdf
- C. Fred Bergsten et Joseph E. Gagnon, « Currency Manipulation, the US Economy, and the Global Economic Order », *Peterson Institute Policy Brief*, PB 12-25, décembre 2012, en ligne : <http://www.piie.com/publications/pb/pb12-25.pdf>
- Nicolas Véron, « Europe's Single Supervisory Mechanism and the Long Journey Towards Banking Union », *Peterson Institute Policy Brief*, PB 12-24, décembre 2012, en ligne : <http://www.piie.com/publications/pb/pb12-24.pdf>

Emily J. Charnock, James A. McCann et Kathryn Dunn Tenpas, « What to Expect in the Second Term: Presidential Travel and the Rise of Legacy Building, 1957-2009 », *Brookings Issues in Governance Studies*, no 54, décembre 2012, en ligne :

<http://www.brookings.edu/~media/Research/Files/Papers/2012/12/10%20presidential%20travel%20tempas/IGSPresidential%20Travel%20Legacy.pdf>

U. S. Census Bureau, Ownership Characteristics of Classifiable U.S. Exporting Firms: 2007, juin 2012, en ligne : <http://www.census.gov/econ/sbo/export07/index.html>

Uri Dadush et al., « The United States and the Global Future », *Atlantic Council Strategic Foresight Brief*, mars 2012, en ligne :

http://www.acus.org/files/publication_pdfs/51491/91014_ACUS_SFI_P3.pdf

Direction

Christian Deblock, professeur titulaire au département de science politique de l'UQAM et directeur de recherche du CEIM.

Rédaction

David Dagenais, adjoint de recherche au CEIM.

Abonnez-vous

[À la liste de diffusion](#) 

[Au fil RSS](#) 

Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Adresse civique :

UQAM, 400, rue Sainte-Catherine Est
Pavillon Hubert-Aquin, bureau A-1560
Montréal (Québec) H2L 2C5 CANADA

Adresse postale :

Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succ. Centre-Ville
Montréal (Québec) H3C 3P8 CANADA

Téléphone : 514 987-3000, poste 3910

Télécopieur : 514 987-0397

Courriel : ceim@uqam.ca

Site web : www.ceim.uqam.ca

